PARTOUT DANS LE MONDE, LE DROIT À L'IVG EST ATTAQUÉ



DIMANCHE 28 SEPTEMBRE À 12H PLACE DE LA COMÉDIE

RASSEMBLEMENT FÉMINISTE POUR DÉFENDRE LE DROIT À L'IVG

L'avortement reste criminalisé dans 21 pays, exposant des millions de personnes à des peines sévères. En Europe, il est menacé dans plusieurs pays (comme la Pologne et Malte), et de plus en difficile en Italie ou en Hongrie.

En France, la liberté de recourir à l'IVG est inscrite dans la constitution, mais sans accès réel à ce droit. La politique d'austérité du gouvernement et ses dernières annonces concernant une économie budgétaire de près de 44 milliards d'euros pèsent lourdement sur notre droit : 5 milliards de coupes dans la santé, dont 1,7 milliards dans des hôpitaux déjà en crise. Beaucoup d'associations sont aussi obligées de fermer leurs permanences faute de subventions qui ont été drastiquement réduites voire totalement supprimées : 130 centres d'IVG ont fermé en 15 ans (dont la maternité de Ganges, 2024).

La double clause de conscience et la pénurie de pilule abortive sont aussi des freins à cet exercice réel. Par ailleurs, depuis 2023, l'extrême droite mène une violente campagne contre le Planning familial. Plus globalement, les femmes et les personnes LGBTQIA+ sont les premières touchées par toutes ces attaques austéritaires, synonyme d'une précarisation accrue.







'avortement